

#STORY 2020-2021

e-³⁰¹⁸enfance
Ensemble, agissons pour un monde numérique responsable
Association Reconnue d'Utilité Publique

ENSEMBLE AGISSONS POUR UN MONDE NUMÉRIQUE RESPONSABLE

Notre vie numérique fait partie intégrante de notre vie quotidienne. Les jeunes sont connectés de plus en plus tôt et leur temps d'écran ne cesse de croître. Les parents se sentent démunis pour encadrer leurs enfants. Protéger nos enfants sur internet relève d'une responsabilité collective qui s'impose à tous à l'aune de la pandémie. C'est un enjeu sociétal pour notre jeunesse et nos démocraties.

Reconnue d'utilité publique, l'Association e-Enfance est un précurseur depuis 15 ans dans la protection de l'Enfance sur internet et l'éducation à la citoyenneté numérique. Nous sommes le point d'entrée unique pour les parents, les enfants, les adolescents et les professionnels sur toutes les problématiques liées à l'univers numérique, ses usages et ses dangers potentiels (cyber-harcèlement, exposition aux écrans, pornographie, jeux vidéo, prédateurs sexuels, contrôle parental, usurpation d'identité, escroqueries, fake news, etc).

La prévention est le socle de notre action. Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale, l'Association agit au quotidien pour mener des actions de sensibilisation en milieu scolaire du primaire au lycée, et auprès des étudiants. Nous formons les parents, les professionnels, nos pairs et nos partenaires sur les risques et les usages responsables d'internet.

Notre capacité d'intervention fait notre force. Le 3018 est le numéro national pour accompagner les jeunes, victimes de violences numériques et aider leurs parents dans leur rôle d'éducation. Tiers de confiance auprès des réseaux sociaux, nous agissons immédiatement à la demande des victimes pour signaler et faire supprimer des contenus illégaux en quelques heures.

Au cœur du dispositif de protection des mineurs sur internet, nous sommes un référent dans le débat public régulièrement sollicités sur de nombreux sujets de société. Nous sommes partenaire, membre fondateur et acteur engagé auprès de nombreux collectifs et initiatives publiques de la protection de l'Enfance.

SOMMAIRE

Éditorial de Yann Padova, Président de l'Association e-Enfance	4
Message de Justine Atlan, Directrice générale de l'Association e-Enfance	6
Connaître les risques numériques pour mieux s'en prémunir	8
L'ESSENTIEL DE L'ASSOCIATION E-ENFANCE	10
Nos moyens d'action	12
Notre équipe, le maillon fort de l'Association	13
15 ans au service de la protection des mineurs sur internet	14
Une gouvernance structurée au service de notre mission d'utilité publique	16
2020, une année hors norme	18
AGIR AU QUOTIDIEN	20
Des actions de prévention sur le terrain, adaptées aux différents publics	22
Créer des contenus pédagogiques adaptés	24
3018, au cœur du dispositif de la protection de l'enfance	26
PARTAGER NOS EXPERTISES	30
Un acteur engagé au sein de l'écosystème	32
Une action de plaidoyer pour faire avancer le débat public	33
Une présence renforcée dans les médias et sur les réseaux sociaux	34
S'APPUYER SUR DES PARTENAIRES DE CONFIANCE	38

ÉDITORIAL DE YANN PADOVA, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION E-ENFANCE

Chacun a pu l'observer : avec les confinements successifs, la suspension partielle ou totale des cours en présentiel, la consommation numérique s'est considérablement accrue en 2020. Et avec elle, les risques de mauvais usages et de mauvaises rencontres sur le web. Face à ces risques et défis, les équipes de l'Association e-Enfance se sont organisées pour assurer une continuité de permanence téléphonique sans interruption tout en faisant face à une forte augmentation de la demande. En effet, en 2020, la plateforme a enregistré une hausse de 30 % de son activité, soit deux fois plus de signalements qu'en temps normal ! Je tiens ici à saluer l'engagement remarquable de nos équipes.

J'aimerais revenir sur deux événements importants dans l'histoire de l'Association e-Enfance. Le premier, c'est le lancement début 2021, du 3018 qui remplace le numéro vert Net Ecoute. Ce nouveau numéro court et national offre une simplicité d'accès, qui va renforcer notre rôle auprès de tous les jeunes et leurs parents pour les aider dans leurs usages numériques. Gage d'une légitimité toujours plus grande, le 3018 est l'aboutissement d'un long chantier au sein de l'Association, mais aussi la reconnaissance de notre travail.

La deuxième grande avancée concerne la modification des statuts de l'Association engagée en 2020 pour étendre notre capacité d'intervention en justice, en nous permettant de nous constituer partie civile aux côtés des victimes. Cette évolution s'inscrit dans notre volonté de faire entendre et défendre la voix des mineurs, victimes de violences numériques. L'enjeu pour nous est de solliciter l'application de la loi pénale, reconnaître la souffrance des victimes, sanctionner et responsabiliser les auteurs qui ont encore trop souvent un sentiment d'impunité. Je rends d'ailleurs hommage aux membres du Bureau, sans qui, cette avancée n'aurait pas vu le jour. Nous n'avons pas attendu ces nouveaux statuts pour agir, comme le prouve notre engagement auprès de la jeune Mila, mais ceux-ci nous offriront davantage de moyens pour défendre les mineurs.

Car défendre les droits des mineurs dans l'environnement numérique est au cœur de l'ADN de l'Association e-Enfance. Ainsi, nous avons notamment participé à la consultation publique lancée en 2020 par la CNIL sur les enjeux de la protection des données des mineurs, et dont les 8 recommandations viennent d'être publiées. A partir de 15 ans, un mineur peut consentir seul au traitement de ses données personnelles si celui-ci est effectué dans le cadre de services en ligne et s'il repose sur son consentement. Dès lors, comment s'assurer de l'âge des mineurs sans être trop intrusif ? Comment recueillir son consentement de façon sûre ? C'est un véritable enjeu, d'autant que la demande et le stockage de pièces d'identité sur internet induit un vrai risque, en cas de faille de sécurité, d'utilisation frauduleuse de ces données.

La capacité juridique d'un mineur à agir seul, le recueil du consentement et la vérification de son âge sont des problématiques sur lesquelles il faut avancer. Aujourd'hui, la majorité numérique est bien inférieure à la majorité civile : il est important de trouver un compromis avec des solutions techniques innovantes.

Je suis particulièrement fier du chemin parcouru depuis la création de l'Association en 2005, et notamment de nos réalisations en 2020 dans un contexte difficile. Les défis restent nombreux mais l'Association se professionnalise toujours plus et progresse dans ses modalités et instruments d'action.



Yann Padova, Avocat Associé, responsable de l'activité Protection des données, Baker McKenzie ; ancien Secrétaire général de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté).

“ Notre objectif est de solliciter l'application de la loi pénale, reconnaître la souffrance des victimes, sanctionner et responsabiliser les auteurs qui ont encore trop souvent un sentiment d'impunité. Notre engagement aux côtés de la jeune Mila et sa famille, illustre parfaitement notre action et notre raison d'être.

MESSAGE DE JUSTINE ATLAN, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION E-ENFANCE

En quoi 2020 a-t-elle été une année particulière pour l'Association ?

2020 a été une année hors norme, évidemment marquée par la pandémie du covid-19 et les confinements successifs. Elle a aussi démarré en janvier par un cas de cyber-harcèlement en meute inédit : l'affaire Mila. Une illustration de notre partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale qui nous demande régulièrement d'intervenir directement pour prendre en charge une jeune victime de cyber-harcèlement. Pour gérer ce cas, nous avons travaillé en étroite collaboration avec Instagram et Twitter notamment pour repérer les hashtags haineux et les filtrer avant qu'ils ne se répandent sur la toile. Nous avons également travaillé main dans la main avec notre partenaire historique, la plateforme gouvernementale de signalement Pharos de la Police Judiciaire. Nous n'avons, jusqu'à présent, jamais été témoins d'une telle violence en ligne à l'égard d'une jeune fille avec une viralité aussi forte.

Et comment avez-vous géré le confinement ?

Nous avons réagi immédiatement pour nous adapter à cette crise sans précédent. A l'inverse de nombreuses lignes d'assistance de notre écosystème qui ont dû fermer faute de pouvoir s'organiser à distance, nous avons maintenu un service 100 % opérationnel dès le 1er jour du confinement.

Nous avons très vite compris que cette migration brutale de nos vies dans la sphère numérique allait engendrer pour les jeunes plus d'exposition, plus de risques en ligne et susciter davantage d'interrogations. Nous devons rester disponibles et être capables d'absorber une hausse d'activité qui s'est immédiatement confirmée ! Nous avons ainsi décentralisé la plateforme d'appels pour permettre aux écoutants de travailler en télétravail. Je tenais à remercier toute l'équipe pour son engagement et sa capacité d'adaptation.

Nous avons aussi créé de nouveaux contenus, des vidéos, des jeux, des quiz et des outils pédagogiques sur toutes les thématiques pour proposer de nouvelles ressources.

2020 nous a fait basculer dans un monde numérique irréversible ?

Pas forcément. Cette période a aussi permis à beaucoup d'entre nous d'expérimenter les limites de sa "vie numérique" et finalement de s'en éloigner. Car le numérique n'est en réalité qu'un espace de communication pour partager sa vie « réelle » et ses interactions sociales. Et quand celles-ci se tarissent en raison des restrictions, il en va de même dans la sphère numérique qui perd de son attrait.

Certains se sont ainsi détournés de leurs outils numériques pour se rapprocher de leurs proches, leurs parents ou de leurs enfants au quotidien. Les ados ont quant à eux souvent exploré encore davantage leurs usages, recherchant leurs pairs sur de nouveaux espaces d'échanges et se mettant parfois en danger.

Avides d'expérience en dehors de la sphère familiale et à l'abri du regard de leurs parents, ils ont poursuivi leur développement dans la sphère numérique y compris dans les registres de la vie affective et de la vie sexuelle, qui échappent totalement aux adultes.

Quelles sont vos priorités pour 2021 ?

2021 est clairement l'année du 3018, nouveau numéro court national ! C'est une nouvelle étape pour l'Association e-Enfance qui opère depuis 10 ans le numéro vert Net Ecoute, un service d'utilité publique unique en France qui a démontré son efficacité pendant la crise. Il souffrait cependant d'un manque de lisibilité auprès du grand public. Lancé en avril 2021 avec le gouvernement dans le cadre du Plan Urgence Enfance face au covid-19, en réponse à la hausse des cyberviolences, ce nouveau numéro court national, devient le point d'entrée unique pour les adolescents, les parents et leurs enfants, sur toutes les questions liées aux usages numériques des jeunes.

Le 3018 va nous permettre de gagner en visibilité. Nous allons continuer à renforcer nos moyens et notre expertise pour venir en aide à un plus grand nombre de victimes. 2021 est l'année du changement d'échelle !

Et comment rester le référent ?

Pour mener à bien nos missions, nous devons en permanence être attentifs à l'évolution des usages, des technologies, des outils mais aussi du cadre réglementaire européen et national. La spécificité de notre métier nous impose de monter régulièrement en compétence dans plusieurs domaines en même temps. L'humain reste au cœur de notre démarche.

Pour accompagner au mieux les enfants et les adolescents, nous devons avoir une compréhension fine de leurs états émotionnels, des interrogations identitaires propres à leur âge : problématiques de genre, d'orientation sexuelle, d'intimité, de vie affective, de mal-être. Nos équipes se forment en continu sur ces différents sujets.

Selon vous, quelles sont les clés pour diminuer durablement les risques liés aux usages numériques ?

Les clés sont de plusieurs natures. Les industriels du numérique, des plateformes et des réseaux sociaux ont encore des efforts à faire en termes de modération des contenus, de sécurisation et d'identification de l'âge de leurs utilisateurs pour mieux protéger les plus jeunes dans leurs expériences en ligne. Les parents et l'école ont un rôle primordial pour transmettre les usages respectueux des valeurs de la République, éduquer à une citoyenneté numérique. Les pouvoirs publics doivent quant à eux monter en compétences pour être capables d'anticiper et d'échanger d'égal à égal avec les géants du numérique. Le poids et le rôle des grandes entreprises du numérique qui peuvent avoir une influence aussi grande que des Etats, en termes d'impact sur les sociétés, complexifient considérablement l'approche des politiques publiques.

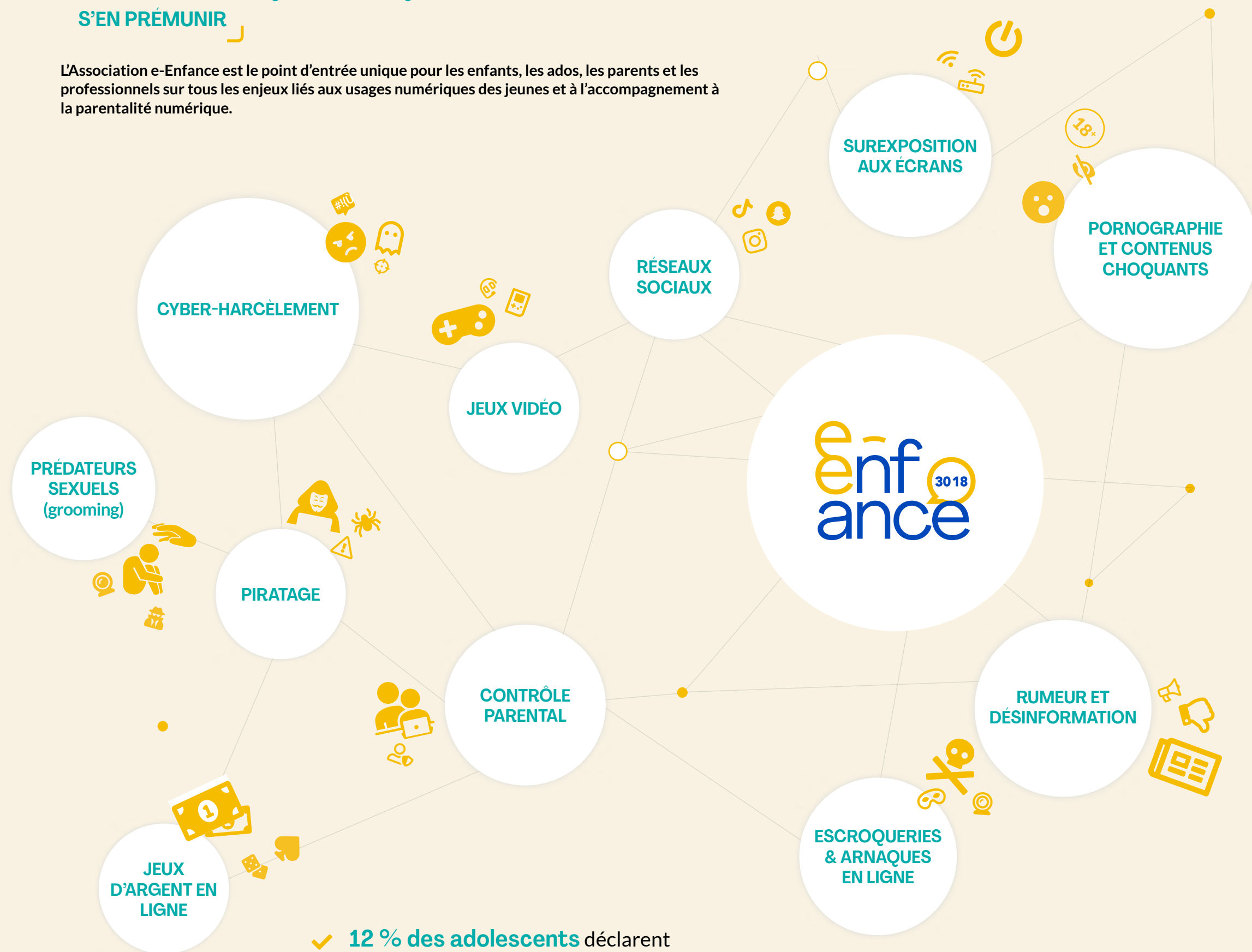


Justine Atlan, Directrice générale

“ Le 3018 renforce la lisibilité et l'efficacité de notre action auprès des jeunes utilisateurs et de leur famille. Il devient le guichet unique pour la protection des jeunes dans leur vie numérique, de l'enfance, encadrée par leurs parents, jusqu'à l'adolescence alors qu'ils sont plus autonomes dans leurs usages.

CONNAÎTRE LES RISQUES NUMÉRIQUES POUR MIEUX S'EN PRÉMUNIR

L'Association e-Enfance est le point d'entrée unique pour les enfants, les ados, les parents et les professionnels sur tous les enjeux liés aux usages numériques des jeunes et à l'accompagnement à la parentalité numérique.



✓ **12 % des adolescents** déclarent avoir déjà été victimes de cyber-harcèlement*

Contrôle parental

Outil activé et configuré par les parents pour limiter les contenus auxquels peuvent accéder leurs enfants et le temps de connexion, et limiter ainsi leur exposition à des dangers potentiels.

Cyber-harcèlement

Acte agressif, intentionnel et répété à l'égard d'une personne, perpétré en ligne avec l'intention de lui nuire.

Escroqueries et arnaques en ligne

Phishing, chantage à la webcam, usurpation d'identité : ces phénomènes reposent souvent sur la crédulité et le manque de vigilance des internautes.

Jeux d'argent en ligne

Poker en ligne et paris sportifs sont des activités légales mais interdites aux mineurs.

Jeux vidéo

Loisir et vecteur de lien social à condition d'encadrer sa pratique notamment dans le temps.

Piratage

Prise de contrôle d'un compte ou intrusion malveillante dans un système informatique, ces actes pourraient être évités par une meilleure connaissance des règles de sécurité en ligne.

Pornographie et contenus choquants

Le numérique augmente le risque d'exposition involontaire des enfants aux contenus inappropriés et interdits aux mineurs telle que la pornographie.

Prédateurs sexuels (grooming)

Pédophile se faisant passer pour un jeune afin de gagner la confiance d'un mineur en ligne et d'échanger avec lui.

Réseaux sociaux

Instagram, TikTok, Snapchat, Twitch, Discord, Yubo ... plateformes de création de contenus, de publication et d'échange très prisées des jeunes, et maîtrisées de façon très inégale par les adultes.

Rumeur et désinformation

L'éducation aux médias et à l'esprit critique permet de lutter contre la désinformation, les théories du complot et la radicalisation.

Surexposition aux écrans

Plus qu'une question de temps passé sur les écrans, c'est l'équilibre entre une variété d'activités qu'il faut préserver. L'exposition précoce (avant 3 ans) est souvent liée à l'hyperconnexion des parents.

*Etude sur les usages numériques des jeunes et les violences en ligne (Association e-Enfance / Lab Heyme / Opinion Way - février 2020).

#01

L'ESSENTIEL DE L'ASSOCIATION E-ENFANCE

Agissons ensemble pour un monde
numérique responsable

Visite de Brigitte Macron à l'Association e-Enfance



Reconnue d'utilité publique, l'Association e-Enfance est l'acteur de référence de la protection de l'Enfance sur internet et l'éducation à la citoyenneté numérique depuis 15 ans.

L'Association e-Enfance est au cœur du dispositif de la protection des mineurs. Elle agit au quotidien pour sensibiliser et former aux usages numériques responsables, prévenir des dangers potentiels et prendre en charge les jeunes victimes de violences numériques et leurs parents. Si les outils numériques offrent de formidables opportunités de divertissement et d'apprentissage, ils exposent aussi les jeunes à des risques conséquents.

Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale pour intervenir dans les établissements scolaires, l'Association e-Enfance est aussi son partenaire officiel dans la lutte contre le cyber-harcèlement entre élèves depuis 2011. Elle opère la helpline française du programme Safer Internet de la Commission européenne depuis 2008 avec le soutien de la DILCRAH*.

* Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT.

NOS MOYENS D'ACTION

Plusieurs moyens d'action au service d'une mission reconnue d'utilité publique : protéger les mineurs sur internet et éduquer à la citoyenneté numérique

Des actions de sensibilisation sur les usages numériques responsables et les risques potentiels auprès des jeunes, des parents, des professionnels de l'Enfance, de nos pairs et de nos partenaires.

Des formations auprès des professionnels (Gendarmerie, Police, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Éducation nationale, CHU, Maisons des adolescents, Centres pour personnes porteuses de handicaps, Centres médico-psychologiques) sur les usages numériques des jeunes et les violences en ligne.

Une capacité d'intervention et de conseils personnalisés avec le 3018, le numéro national pour les jeunes victimes de violences numériques et leurs parents. Tiers de confiance auprès des réseaux sociaux, le 3018 agit immédiatement à la demande des victimes pour signaler et faire supprimer des contenus préjudiciables en quelques heures.

Un engagement dans le débat public : partenariats renforcés avec les acteurs numériques institutionnels et les autorités indépendantes qualifiées (CSA, CNIL, Hadopi, le Défenseur des Droits etc.) ; force de proposition auprès des pouvoirs publics et des instances de la protection de l'Enfance.

Une mobilisation au cœur du dispositif de protection des mineurs sur internet : membre fondateur et acteur engagé auprès de collectifs et initiatives publiques (Fédération Addiction, La Voix de l'Enfant, Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles, Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes, EducNum, Educadroit etc.).

NOTRE ÉQUIPE, LE MAILLON FORT DE L'ASSOCIATION

Un management expérimenté

L'Association e-Enfance s'appuie sur une équipe de direction expérimentée composée de salariés experts issus de différents secteurs professionnels.

Justine Atlan - Directrice générale

28 ans d'expérience dont 15 ans dans l'univers numérique et la protection de l'Enfance. Juriste de formation, formée à la médiation familiale ; membre du Comité d'experts national contre le harcèlement du Ministère de l'Éducation nationale ; membre des collèges d'experts consultatifs des principaux réseaux sociaux ; décorée de l'Ordre national du mérite.

Samuel Comblez - Directeur des opérations et psychologue de l'enfance et de l'adolescence

20 ans d'expérience dans le champ de la protection de l'Enfance ; ancien écoutant des services Fil Santé Jeune, 3020 et Inter Service Parents.

Gaëlle de Montoussé - Directrice de la communication et des partenariats

20 ans d'expérience en communication dans le secteur bancaire ; ancienne responsable de la communication et du mécénat de la société de gestion Omnes Capital.

Romain Chibout - Responsable coordinateur 3018

15 ans d'expérience dans l'animation et la protection de l'Enfance ; ancien Promeneur du Net (dispositif de la CAF).

Alexy Schor - Responsable des intervenants

3 ans d'expérience au sein de l'Association e-Enfance ; ancien volontaire du Service Civique, spécialisé en informatique et dans les nouvelles technologies ; rédacteur jeux vidéo.

Une équipe formée en continue

Intervenants et écoutants bénéficient d'un parcours de formation complet proposé par nos partenaires :

- **les professionnels du droit et de la protection de l'Enfance** (la mission chargée de la prévention des violences en milieu scolaire du Ministère de l'Éducation nationale, Le Défenseur des Droits, HADOPI, CNIL, Pharos, ACYMA),
- **les acteurs du numérique** (Google/Youtube, Twitter, Facebook, TikTok, Snapchat, Xooloo, Ubisoft, jeuxvideo.com, Orange),
- **les associations partenaires** (SOS Homophobie, Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles, Service d'aide aux victimes de l'AP-HP, ECPAT, Attention Hyperconnexion, Nightline).

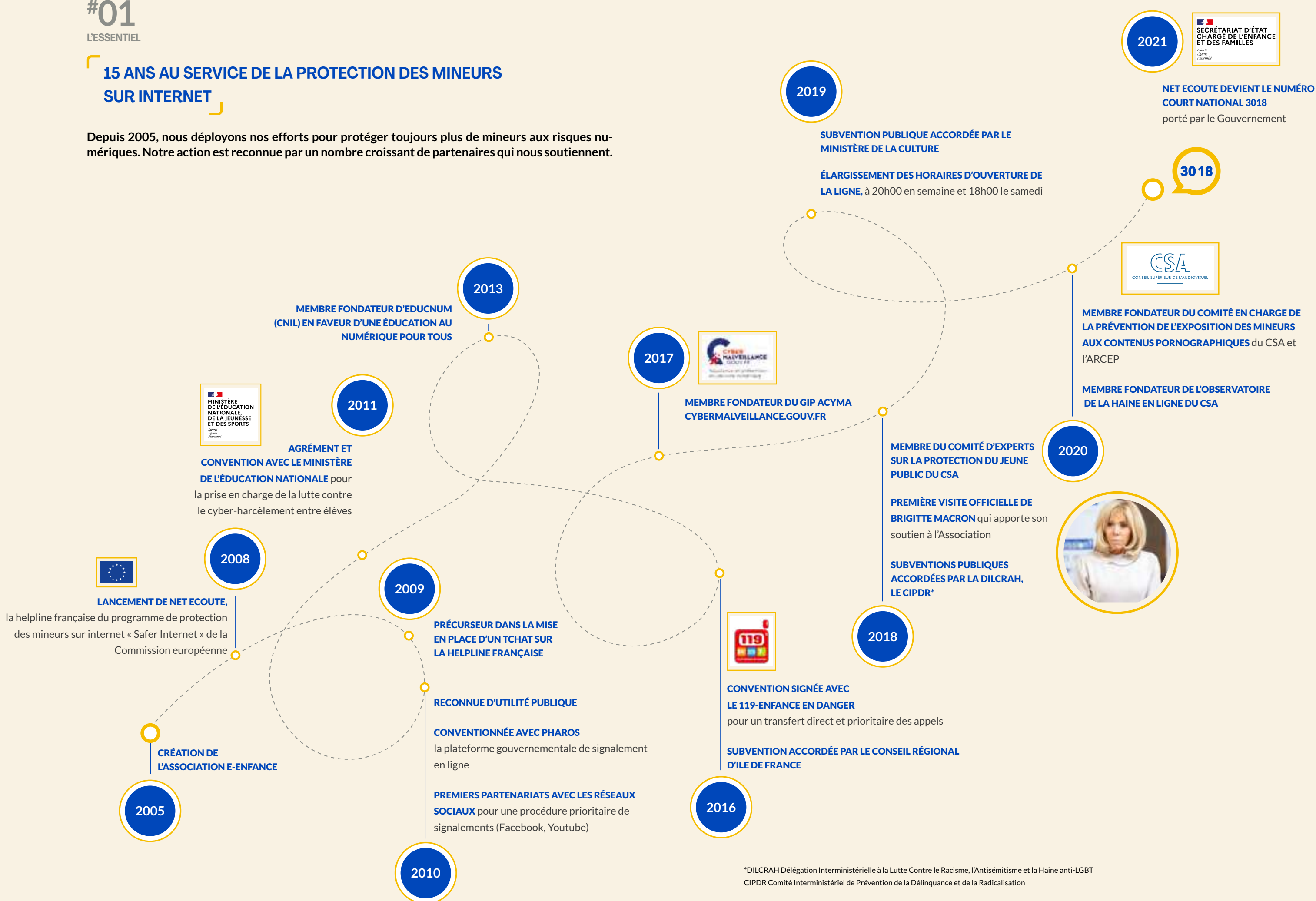
Méthodes d'animation dynamiques et ludiques, psychologie des jeunes, nouveaux usages et outils numériques, suivi de l'évolution législative ... tout est mis en œuvre pour doter les équipes des compétences nécessaires pour mener à bien leurs missions.

L'Association e-Enfance en 2020, c'est :

- ✓ **12 000 appels gérés** par la ligne d'assistance
- ✓ **2 600 contenus & comptes** supprimés sur les réseaux sociaux
- ✓ **2 500 interventions** en milieu scolaire
- ✓ **100 000 jeunes** sensibilisés en moyenne chaque année
- ✓ Un numéro gratuit, **100 % anonyme et confidentiel** pour aider les jeunes victimes de violences numériques et accompagner les parents dans leur rôle d'éducation, qui devient le **3018**, numéro court national, en avril 2021
- ✓ Une équipe pluridisciplinaire engagée (26 salariés et 32 volontaires du service civique)
 - **15 intervenants** sur le terrain pour mener des ateliers de prévention sur-mesure
 - **12 écoutants** (juristes, psychologues, spécialistes des nouvelles technologies) disponibles quotidiennement sur le 3018

15 ANS AU SERVICE DE LA PROTECTION DES MINEURS SUR INTERNET

Depuis 2005, nous déployons nos efforts pour protéger toujours plus de mineurs aux risques numériques. Notre action est reconnue par un nombre croissant de partenaires qui nous soutiennent.



UNE GOUVERNANCE STRUCTURÉE AU SERVICE DE NOTRE MISSION D'UTILITÉ PUBLIQUE

L'Association e-Enfance est reconnue d'utilité publique (2 % des associations françaises). C'est un gage de transparence dans sa gestion : ses comptes sont audités et publiés annuellement au Journal Officiel. Ses statuts sont soumis au contrôle du Conseil d'Etat en plus de celui du Ministère de l'Intérieur. Les membres de l'Association ont mis en place une gouvernance structurée autour d'un Bureau et d'un Conseil d'Administration élus par l'Assemblée générale.



Béatrice COPPER-ROYER - Présidente d'honneur

“ Je ne trouve pas raisonnable qu'un enfant de 10 ans ait un smartphone avec un accès sans contrôle parental. Les parents doivent jouer un rôle d'interdit tout en leur donnant des perspectives : « Tu l'auras un jour, mais aujourd'hui je veux savoir ce que tu fais car mon rôle est de te protéger. »

Le Conseil d'Administration est composé de professionnels provenant d'horizons différents, aux profils variés et aux expertises complémentaires : avocats, psychologues, médecins, universitaires ... Cette diversité assure un professionnalisme et une efficacité dans la prise de décisions. Le Conseil d'Administra-

tion se réunit au minimum tous les semestres. L'Assemblée générale, convoquée une fois par an, vote le budget et les orientations stratégiques annuels. Composé du Président, du Trésorier et du Secrétaire de l'Association, le Bureau se réunit quant à lui tous les mois pour gérer les affaires courantes.

LE BUREAU

Le Conseil d'Administration

Yann PADOVA - Président

Avocat Associé, responsable de l'activité Protection des données, Baker McKenzie ; ancien Secrétaire général de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté).

Laurent BAYON - Secrétaire

Avocat au Barreau de Paris ; magistrat en disponibilité ; ancien conseiller au Cabinet du Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, Luc Chatel.

Claire de MONTESQUIOU - Trésorière

Directrice de l'Audit et du Contrôle interne, Crédit Logement

Catherine BLAYA

Professeur Universitaire en sciences de l'éducation ; Présidente de l'Observatoire International de la Violence à l'École ; experte internationale sur le cyber-harcèlement.

Frédérique BOTELLA

Adjointe à la sous-directrice aux missions de protection judiciaire et d'éducation à la DPJJ (Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse), Ministère de la Justice ; ancienne Directrice du SNATED 119-Enfance en Danger.

Nicole CATHELINE

Pédopsychiatre ; ancienne responsable de l'hôpital de jour des adolescents du centre hospitalier Henri Laborit de Poitiers ; auteur du *Que sais-je* « Harcèlements à l'école » (2008) ; Présidente du conseil scientifique de la Société Française de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent et des Disciplines Associées (SFPEADA).

Béatrice COPPER-ROYER - Présidente d'honneur

Psychologue clinicienne spécialisée dans l'enfance et l'adolescence ; membre du comité sur la protection du jeune public du CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) ; co-fondatrice de l'Association e-Enfance.

Christine du FRETAY

Administratrice de sociétés, HDF Group ; co-fondatrice de l'Association e-Enfance.

Jean-Baptiste MENGUY

Directeur de projets en charge de l'artisanat et de la restauration au sein de la DGE (Direction Générale des Entreprises) ; ancien responsable RH au sein de l'ARJEL (Autorité de Régulation des Jeux En Ligne).

Aude SIGNOUREL

Conseillère juridique de la sous-direction de lutte contre la cybercriminalité de la DCPJ (Direction Centrale de la Police Judiciaire), dont dépend la plateforme de signalement PHAROS, internet-signalement.gouv.fr (Police Nationale, Ministère de l'Intérieur).

Julien VILLEDIEU

Secrétaire général du Syndicat national des jeux vidéo, SNJV.

2020, UNE ANNÉE HORS NORME

Affaire Mila, crise sanitaire, confinements successifs, classes virtuelles, vie sociale chamboulée ... l'année 2020 a été jalonnée d'événements inédits qui ont impacté la vie de l'Association, mais aussi fortement mobilisé ses équipes et souligné la nécessité de renforcer le dispositif actuel pour mieux protéger les mineurs.

AFFAIRE MILA



Mandatée par le Ministère de l'Éducation nationale pour prendre en charge la jeune Mila et sa famille.

FIC 2020 (FORUM INTERNATIONAL DE LA CYBERSÉCURITÉ)

Présentation de PROTECT sur le stand du Ministère de l'Intérieur. PROTECT est le programme de prévention sur tablettes destiné aux collégiens, développé avec la Gendarmerie nationale et le soutien du CIPDR.

COVID-19, GRAND CONFINEMENT NATIONAL



Mise en place d'un plan de continuité de l'activité sans interruption de service. La helpline fait partie des seules lignes d'assistance 100 % opérationnelles dès les premières heures du confinement.

PRÉSENTATION DE PROTECT À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE CHARGÉE DE LA CITOYENNETÉ MARLÈNE SCHIAPPA



à l'occasion de l'inauguration de la 1ère «Maison de Protection des familles» dans les Yvelines (78).

2021

3018

LANCEMENT DU COLLECTIF ATTENTION HYPERCONNEXION À L'OCCASION D'UNE TRIBUNE DANS LES ECHOS



L'Association e-Enfance, membre fondateur du collectif.

NET ECOUTE DEVIENT LE 3018



le numéro national pour les jeunes victimes de violences numériques et leurs parents, porté par le Gouvernement.

janv.

fév.

mars

juil.

oct.

nov.

déc.

fév.

avr.

2020

COMITÉ DE SUIVI SUR LA PROTECTION DES MINEURS CONTRE LA PORNOGRAPHIE EN LIGNE AU CSA



SAFER INTERNET DAY (#SID), JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION

Membre du consortium Safer Internet France aux côtés de Tralalère et Point de Contact, mobilisé pour les 15 ans du SID.



Cédric O, Secrétaire d'Etat chargé de la Transition Numérique et des Communications Électroniques lors d'un atelier de sensibilisation à Bobigny

MEMBRE FONDATEUR DE L'OBSERVATOIRE DE LA HAINE EN LIGNE CRÉÉ PAR LE CSA



PREMIÈRE JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE #NAH, ORGANISÉE PAR LA FRANCE ET L'UNESCO



Nicole Catheline, pédopsychiatre et administratrice de l'Association, représente la France en qualité d'expert du harcèlement scolaire.

SAFER INTERNET DAY (#SID)



Lancement du site web jeprotege-monenfant.gouv.fr : l'Association, missionnée pour répondre aux questions des parents.

Partenariat avec Bodyguard qui protège contre la haine en ligne.

e-enfance.org lance son chatbot avec le soutien de Facebook, une 1ère sur une helpline française.



Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale en live sur le compte TikTok de l'Association à l'occasion du Safer Internet Day

+30 % d'appels

pendant le grand confinement, générant deux fois plus de signalements.

L'Association plus que jamais mobilisée à l'heure de la pandémie

L'Association e-Enfance s'est adaptée très vite pour remplir sa mission sans interruption ! Nouveaux outils numériques, nouvelles ressources pédagogiques en ligne, vidéoconférences... elle a aussi mis en place une organisation en distanciel pour assurer un service 100 % opérationnel des écoutants du 3018 dès les premières heures du confinement. Sollicitée par le réseau CANOPE, elle est intervenue pour accompagner les enseignants dans la gestion des classes virtuelles.

#02 AGIR AU QUOTIDIEN

pour protéger les mineurs
des dangers d'internet



L'Association e-Enfance propose des interventions en milieu scolaire, des formations sur les risques en ligne et les usages responsables d'internet, respectueux des valeurs de la République. Elle opère le 3018, le numéro national qui apporte conseils et assistance aux jeunes victimes de violences numériques et à leurs parents.

“ Même si on est prudent sur les réseaux sociaux, des personnes peuvent publier des choses qui nous blesseront toute notre vie.

Mathis, 13 ans

DES ACTIONS DE PRÉVENTION SUR LE TERRAIN, ADAPTÉES AUX DIFFÉRENTS PUBLICS

Être présent toute l'année auprès des jeunes sur tous les territoires

Tous les ans, notre équipe d'intervenants sillonne la France pour animer des ateliers de sensibilisation et de prévention dans les écoles primaires, les collèges et les lycées. Lors d'ateliers d'une à deux heures, nos intervenants transmettent aux enfants et aux adolescents les pratiques à adopter en ligne et leur font prendre conscience de leurs usages et des risques du numérique.

Nous privilégions des sessions de formation en petits groupes pour favoriser l'interactivité et l'échange entre les participants. Nos modules évoluent constamment avec les usages et les nouvelles pratiques des jeunes. Ils se veulent innovants et utilisent les nouvelles tech-

Parce que nous souhaitons toucher tous les publics et tous les territoires, l'Association propose des offres sur-mesure pour rester accessible au plus grand nombre.

Accompagner les parents dans leur rôle d'éducation

Médias sociaux en constante évolution, explosion de nouvelles applications... les parents sont parfois désarmés face aux comportements de leurs enfants sur internet. Pour les aider à comprendre et encadrer les usages numériques de leurs enfants, l'équipe de l'Association e-Enfance va à leur rencontre lors de conférences. En 2020, nous avons développé le format en visioconférence, un modèle très apprécié des parents. Nous avons également proposé un module spécifique pour les parents d'élèves, avec un discours et des conseils adaptés à cette tranche

Les Volontaires en Service Civique : un vivier de ressources pour l'Association

Agréée par l'Agence du Service Civique depuis 10 ans, l'Association e-Enfance recrute une quarantaine de volontaires en mission de Service Civique, âgés de 22 ans en moyenne. Formés et encadrés par les animateurs salariés de l'Association, ils animent les ateliers de prévention dans les écoles primaires et les collèges. Cette approche illustre l'engagement citoyen de l'Association qui s'inscrit dans une logique de transmission de pair à pair. Les jeunes profitent de cette expérience pour valoriser des compétences, identifier un parcours de formation, donner un sens à leur vie et prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la société. De son côté, l'Association peut s'appuyer sur la forte motivation des volontaires, tandis que leur appétence pour les réseaux sociaux et leur âge en font des interlocuteurs particulièrement pertinents pour échanger avec les plus jeunes.

nologies pour renforcer l'impact des messages comme c'est le cas avec le programme interactif sur tablettes, PROTECT, développé avec la Gendarmerie nationale ou encore le film Emprise, réalisé en réalité virtuelle avec la société Reverso (projet lauréat du Fonds pour le civisme de Facebook).

L'objectif est clair : développer l'esprit critique des jeunes et les encourager à adopter une citoyenneté numérique. A chaque classe, son module et son support dédié : une présentation ludo-pédagogique pour les écoles (les Super-Héros du Net), un atelier qui privilégie les débats entre participants pour les lycéens.

d'âge. Et c'est sur leur lieu de travail que nous souhaitons sensibiliser davantage les parents en 2021.

Former les professionnels qui encadrent les mineurs

Informé sur les usages des outils numériques, les différentes formes de violences en ligne rencontrées par les jeunes, alerter sur les cas de cyber-harcèlement les plus fréquemment rencontrés, expliquer la posture à adopter, transmettre les éléments de langage à utiliser pour être crédible auprès des jeunes... l'Association e-Enfance forme et informe tous les professionnels

qui encadrent les jeunes (personnels éducatifs, directeurs d'établissement scolaire, professionnels de santé) pour leur apporter la meilleure réponse possible lorsqu'ils sont confrontés à une problématique liée à l'usage du numérique. Ces formations sont dispensées par Samuel Comblez, Directeur des opérations et Alexy Schor, Responsable des intervenants au sein de l'Association. Les contenus sont sur-mesure afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque cible.

Éducation nationale, CNIL, 119 Enfance en Danger, Défenseur des Droits... année après année, l'Association est sollicitée par toujours plus d'acteurs. En 2020, c'est notamment le cas des forces de l'ordre avec le Centre national de formation de police judiciaire (Rosny), le Centre national de formation à la sécurité publique (Dijon), les "Maisons de protection des familles" (anciennement BPDJ), la plateforme de lutte contre les violences sexistes et sexuelles pour les policiers et les gendarmes (Guyancourt), la Brigade numérique de la gendarmerie nationale (Rennes), et l'Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ).

PROTECT, un bel exemple de partage d'expertise avec la Gendarmerie Nationale !

En 2018, le groupement de gendarmerie départemental des Yvelines nous sollicite pour concevoir avec lui, un outil de prévention sur les dangers d'internet destiné aux collégiens. Nous avons ainsi développé ensemble un programme ludo-pédagogique sur tablette pour faire évoluer les comportements en ligne des jeunes. Lancé en phase pilote en 2019 dans les Yvelines, PROTECT rencontre un vif succès et sera déployé à grande échelle à la rentrée 2021.



Trois questions à Samuel Comblez, Directeur des opérations de l'Association

Quels enseignements tirez-vous de cette année 2020 ?

2020 était certes une année atypique, mais positive à plusieurs égards. Nos partenaires ont montré un soutien sans faille et nos liens de confiance se sont renforcés sur le long terme. Les écoutants du 3018 ont fait preuve d'une souplesse et d'une réactivité pour assurer une continuité et une qualité de service irréprochable pendant les confinements. Côté interventions, nous avons su nous réinventer en privilégiant les ateliers en visioconférences pour les adultes et la diffusion de nouveaux supports numériques pour garder le lien avec les jeunes. 2020 nous a fait prendre conscience collectivement que le numérique était devenu une réalité à tous les âges et dans tous les usages.

Quel est votre champ d'intervention ?

Aujourd'hui, nous intervenons dès le CE1 et nous serons certainement présents à l'avenir dès la maternelle, car les enfants sont équipés d'outils numériques de plus en plus tôt. Le temps d'écran est aussi un vrai sujet de santé publique. Il est important de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge, mais aussi leurs parents qui n'ont pas forcément conscience des dangers. Nous avons aussi développé un module spécifique pour les jeunes porteurs de handicap, un public vulnérable, souvent oublié de la prévention. Nous travaillons aussi auprès des étudiants qui peuvent facilement se mettre en danger en quittant le nid familial. Nous intervenons davantage auprès du public confié à l'aide sociale à l'enfance et à la protection judiciaire de la jeunesse. Notre souhait : être présent sur tous les territoires et les espaces de vie de l'enfant.

Changer les comportements des jeunes sur internet entre-t-il dans vos objectifs ?

Nous ne parlons pas de bon ou de mauvais comportement, mais de comportement responsable et de citoyenneté numérique. Notre objectif : agir avant même que le problème n'arrive. Responsabiliser les jeunes, transmettre les valeurs de la République et susciter une prise de conscience collective, sont bien plus efficaces qu'une sanction.

CRÉER DES CONTENUS PÉDAGOGIQUES ADAPTÉS

Outils pédagogiques, affiches de prévention, clips, jeux éducatifs, BD de sensibilisation, fiches pratiques... chaque année l'Association e-Enfance adapte ses supports éducatifs et de prévention aux nouveaux usages des enfants et des adolescents.

Face à la complexité du contexte 2020, l'Association e-Enfance s'est réinventée pour continuer à remplir son rôle essentiel de protection des

mineurs sur internet. Podcats, quiz, outils digitaux, vidéos, articles... autant de nouvelles solutions pour sensibiliser les jeunes avec des formats ludiques.



Outil pédagogique sur les bonnes pratiques en ligne.

A découvrir en famille, l'édition spéciale du Petit Quotidien® offre des astuces pour profiter d'internet en toute sécurité (éditions Playbac).



Jeu éducatif sous forme de quiz.

Destinée aux élèves de primaire, l'édition spéciale « Super-héros du Net » des Incollables® est également disponible en version interactive, labellisée « Nation apprenante » du Ministère de l'Éducation nationale (éditions Playbac).



Fiches pédagogiques sur les fake news.

Kit pédagogique proposé aux ados avec 1 jour 1 question® (éditions Milan).



Outil pédagogique sur la protection de la vie privée en ligne.

La protection de la vie privée sur internet expliquée aux ados avec la collection Ramdam® (éditions Fleurus).



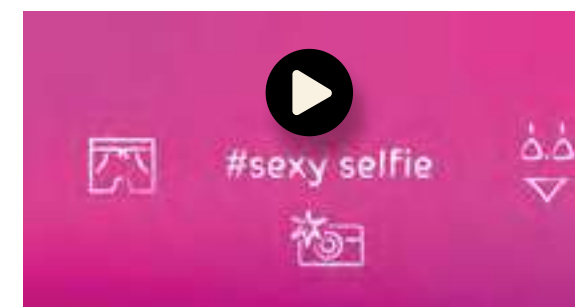
Jeu éducatif pour développer un usage citoyen d'internet.

Support ludo-pédagogique à destination des 7-11 ans avec la collection les Petits Citoyens®.



Formation en ligne sur les usages numériques des jeunes.

Une série de quiz et de mises en situation, destinée aux parents, pour vivre le quotidien d'un écoutant du 3018. À télécharger gratuitement sur l'application Teach On Earth.



Clips de prévention sur les violences sexuelles.

Vidéos pour inciter le jeune public à signaler les violences sexuelles en ligne, réalisées avec nos partenaires ECPAT France et Point de Contact.



Contribution dans la Revue du Praticien-Médecine Générale.

Dossier d'expert sur le cyber-harcèlement paru en avril 2020.

NOS PRIORITÉS POUR 2021

L'année 2021 sera marquée par le développement de nouveaux modules pour les publics vulnérables et sur tous les territoires. Parce que la prévention ne s'arrête pas aux murs de l'école, l'Association e-Enfance compte renforcer sa présence dans les centres de loisirs, de vacances, et dans les centres sportifs. Déjà présents à l'international dans les pays francophones et dans les établissements français à l'étranger en 2020, nous souhaitons étendre notre sphère d'influence en dehors de nos frontières et auprès des populations des DROM-TOM. L'Association a par ailleurs renforcé ses outils de gestion pour être en capacité de répondre à l'augmentation des demandes d'interventions en 2021.

3018, AU CŒUR DU DISPOSITIF DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Depuis 2008, l'Association e-Enfance opère la helpline française du programme Safer Internet de la Commission européenne. Avril 2021 marque une date importante dans notre histoire. Plus de 10 ans après son lancement en France, la helpline et son numéro vert deviennent le numéro court national 3018, porté par le gouvernement. Guichet unique sur toutes les questions liées aux usages numériques des jeunes, le 3018 protège les enfants et adolescents dans leur vie numérique, aux côtés de nos partenaires, le 119-Enfance en Danger et le 3020-Non au Harcèlement scolaire.

6 jours sur 7, 12 écoutants se relaient de 9h à 20h pour prendre en charge les appels, en provenance d'enfants ou de parents. Surexposition aux écrans, contrôle parental, cyber-harcèlement, chantage à la webcam, revenge porn ou encore jeux vidéo, piratage, exposition à des contenus violents & pornographiques... l'équipe du numéro national, rassure, accompagne au signalement, apporte des conseils techniques et juridiques mais aussi un soutien psychologique aux jeunes internautes ou à leurs parents.

Savoir écouter, conseiller, rassurer

Nos écoutants sont tous des professionnels : ils sont psychologues, juristes ou encore experts des outils numériques. Cette diversité des profils est un vrai plus pour traiter la complexité et la diversité des appels. L'année 2020 a été marquée par une professionnalisation de l'équipe, qui a élargi son champ de compétences afin de pouvoir gérer au mieux les victimes en détresse psychologique, sans avoir à les rediriger vers d'autres dispositifs. L'équipe est formée pour savoir gérer des situations à risques comme les envies suicidaires, la suspicion de maltraitance. Ces cas sont rapidement identifiés et font l'objet d'une sortie d'anonymat et d'une procédure d'urgence adaptée. Chaque situation est particulière et traitée de manière personnalisée.

La marque de fabrique du 3018, c'est aussi l'âge des écoutants : jeunes, ils possèdent les mêmes codes et le même vocabulaire que les victimes, facilitant ainsi la mise en confiance et la mise sous protection rapide.

Dispositif de signalement prioritaire mis en place avec les réseaux sociaux

Tiers de confiance, « *trusted flagger* » auprès des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Snapchat, Instagram, TikTok, Youtube, Roblox, Discord, Yubo), le 3018 dispose

d'une capacité d'intervention unique en France via une procédure de signalement prioritaire et accélérée. En quelques heures, le 3018 peut, à la demande de la victime ou de son responsable légal, faire supprimer un compte ou un contenu illégal qui lui porterait préjudice. Concrètement, le 3018 accueille et écoute la victime, l'assiste et la conseille. Le cas échéant, il analyse le compte ou le contenu concerné, le qualifie juridiquement, répertorie les éléments constitutifs. Il réunit un dossier de signalement et le transmet directement au service de modération du réseau social concerné via un canal prioritaire. Cette capacité d'intervention est unique en France.

Le 3018, au cœur du dispositif de la protection de l'Enfance

Le 3018 peut accompagner la victime dans ses démarches auprès des autorités compétentes et l'orienter vers les services spécialisés. Outre ses signalements prioritaires auprès des services de Police et de Gendarmerie spécialisés de la plateforme Pharos, internet-signalement.gouv.fr, le 3018 est également conventionné avec le 119-Enfance en Danger pour un transfert direct et prioritaire des appels.

En cas de dépôt de plainte, le 3018 met à disposition de la victime et sa famille les informations et documents nécessaires pour faciliter la démarche en gendarmerie ou commissariat. Partenaire des acteurs numériques institutionnels et des autorités indépendantes qualifiées, notamment le CSA, la CNIL, Hadopi, le Défenseur des Droits ou encore l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ), le 3018 est en lien direct avec toutes les parties prenantes.

2021 : ancrer le réflexe 3018

Le nombre de sollicitations ne cesse de croître chaque année avec une hausse de 44 % des appels en 2020, une tendance qui se confirme au 1er trimestre 2021.

C'est en réponse à cette hausse des cyberviolences depuis le début de la pandémie, que le Gouvernement et l'Association e-Enfance lancent en avril 2021, le 3018, un numéro court à 4 chiffres qui devient le guichet unique national pour la protection des jeunes dans leur vie numérique. Une campagne de communication est également lancée en 2021 pour ancrer le réflexe 3018 auprès du grand public sur tous les sujets liés aux usages numériques des jeunes.

Autre priorité : proposer toujours plus de portes d'entrée pour joindre le 3018. La part des 15 – 17 ans ne cesse d'augmenter sur notre plateforme, il est primordial de proposer aux jeunes les outils de communication qu'ils affectionnent pour les encourager à nous contacter. L'Association a ainsi déployé début 2021 le premier chatbot d'une ligne d'assistance de protection des mineurs en France et ouvert un canal de discussion via WhatsApp. Le 3018 envisage également d'élargir ses horaires d'ouverture afin de rester disponible en soirée.

Le 3018

Numéro national pour les jeunes victimes de violences numériques et l'aide à la parentalité numérique

- ✓ **Gratuit, anonyme et confidentiel**
- ✓ **Accessible 6 jours sur 7 de 9 h à 20h**
- ✓ **Par téléphone au 3018**
- ✓ **Sur 3018.fr par Tchat en direct, Via Messenger et WhatsApp**

PAROLES D'ÉCOUTANT

“ J'avais envie d'une action concrète pour protéger les mineurs sur internet et donner du sens à mes études de droit.

Manon, 27 ans

“ Après des études d'histoire et un an de service civique au 3018, j'ai rejoint l'Association en tant que salarié. J'y ai découvert une vraie vocation !

Léo 22 ans

3018

LE REGARD DE ROMAIN CHIBOUT, RESPONSABLE COORDINATEUR DU 3018



Le 3018 en bref

✓ 50 appels par jour

- dont 10 nécessitent une action du 3018 auprès des réseaux sociaux

- dans 34 % des cas, la victime est incitée à porter plainte

✓ Hausse de 44 % des appels en 2020

Que peut-on retenir de l'année 2020 ?

Plus de cyber-harcèlement à caractère sexuel, des ados en détresse psychologique et une haine plus marquée ! 2020 a été une année très chargée, avec une hausse sans précédent des sollicitations. Des phénomènes déjà existants, mais qui ont été amplifiés avec les confinements successifs.

En effet, les jeunes très présents sur les réseaux sociaux sont vulnérables : une situation amoureuse qui dérape, une moquerie, une escroquerie.... Les cas de chantage à la webcam ont ainsi été fréquents en 2020. Le mode opératoire est le même. Des faux comptes de jeunes femmes, créés par des organisations cybercriminelles internationales, piègent des milliers d'utilisateurs, notamment des jeunes garçons de 14 ans. Filmés à leur insu, ils sont alors victimes d'un chantage : leur plan cam' sera diffusé s'ils ne paient pas une somme d'argent dans un délai très court.

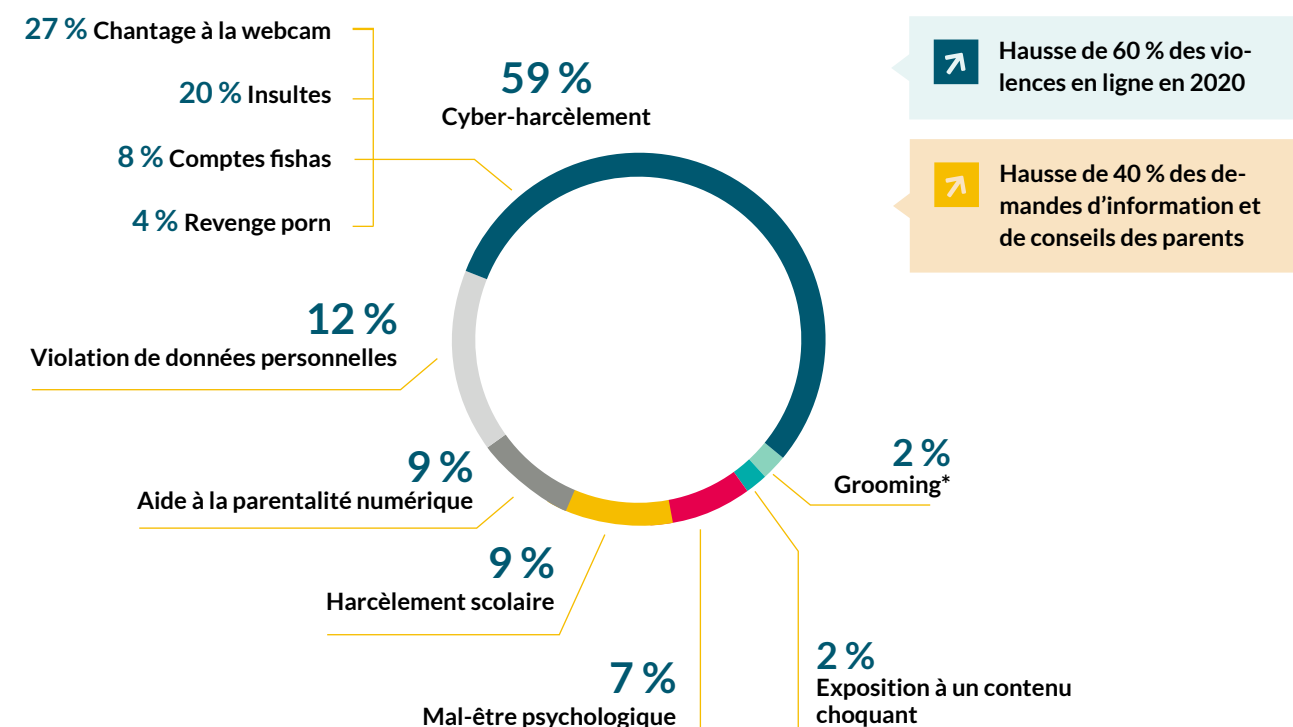
Le numérique a eu de nombreux effets positifs pour continuer à communiquer pendant les confinements. Mais il a également eu des effets néfastes sur le moral des ados. Ils ont besoin de faire partie d'un groupe, d'échanger avec leurs pairs, et les réseaux sociaux n'ont pas comblé ce vide. On a également constaté en 2020 un pic de violence et d'agressivité. Et cette haine en ligne a des conséquences dramatiques bien réelles quand on voit que les menaces peuvent être mises à exécution !

Un message à faire passer aux jeunes ?

Internet n'est pas une zone de non droit. Les jeunes distinguent mal le réel du virtuel. Internet est un espace de communication qui fait partie de leur vie réelle et qui garde des traces de tout ce que l'on dit. Ils doivent être responsables de leurs actes en ligne. Même s'ils se cachent sous un pseudonyme, leur identité pourra toujours être retrouvée. Les répercussions peuvent être dramatiques pour eux et leur entourage.



Répartition des sujets traités en 2020

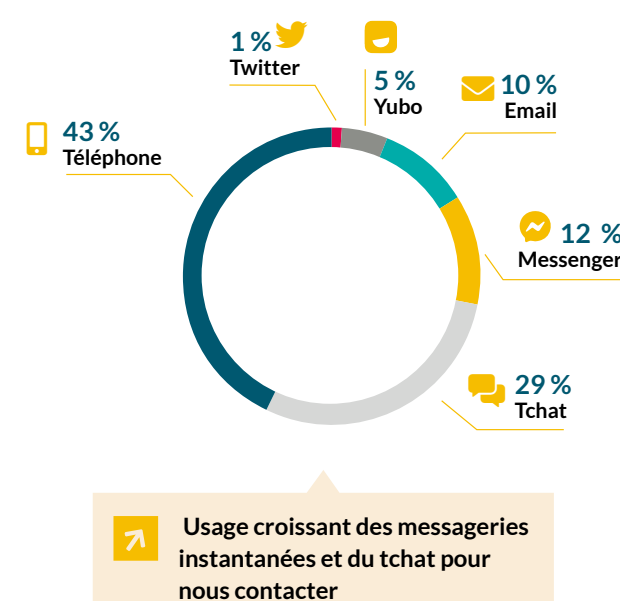


↑ Hausse de 60 % des violences en ligne en 2020

↑ Hausse de 40 % des demandes d'information et de conseils des parents

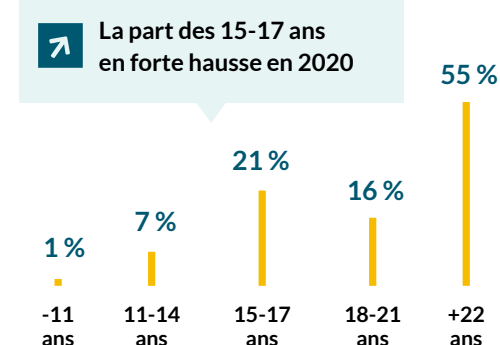
*Prédateur sexuel

Canaux utilisés pour contacter le 3018



↑ Usage croissant des messageries instantanées et du tchat pour nous contacter

Répartition des appelants par tranche d'âge



↑ La part des 15-17 ans en forte hausse en 2020



Profil de la jeune victime

une jeune fille de 16 ans victime de cyberviolence à caractère sexuel

#03

PARTAGER NOS EXPERTISES

avec les acteurs publics et privés



Visite d'Adrien Taquet, Secrétaire d'Etat en charge de l'Enfance et des Familles



Forte d'une expérience de plus de 15 ans, l'Association e-Enfance est sollicitée par les pouvoirs publics, l'écosystème de la protection de l'Enfance et les médias pour transmettre son expertise sur tous les sujets liés à la protection des mineurs sur internet. Elle joue un rôle clé de référent pour faire avancer le débat public.

UN ACTEUR ENGAGÉ AU SEIN DE L'ÉCOSYSTÈME

L'Association e-Enfance est au cœur de l'écosystème de la protection de l'enfance sur internet. Elle est partenaire, membre fondateur ou partie-prenante dans toutes les instances qui participent à protéger les droits des mineurs dans la sphère numérique.

Violences faites aux enfants

- ✓ Partenaire de la Grande Cause Nationale lancée par Make.org, qui a débuté en novembre 2020 par une consultation citoyenne : "comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences" ?
- ✓ Membre de La Voix de l'Enfant, fédération associative dédiée à la protection et la défense des enfants victimes de toute forme de violence.
- ✓ Coopération avec l'Association Colosse aux Pieds d'Argile, dont la mission est de sensibiliser aux risques de violences sexuelles dans le milieu sportif.
- ✓ Partenaire des Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles et le Centre de Victimologie des Mineurs.

Exposition à la pornographie

- ✓ Membre fondateur du Comité en charge de la prévention de l'exposition des mineurs aux contenus pornographiques, inauguré en février 2020.
- ✓ Contribution à la rédaction du site *jeprotegemonenfant.gouv.fr*, lancé en février 2021. L'Association est aussi le point d'entrée grand public en charge de répondre aux questions des parents posées via le site.

Haine en ligne

- ✓ Membre fondateur de l'Observatoire de la Haine en ligne (CSA).

Surexposition aux écrans

- ✓ Co-fondateur de l'Association *Attention Hyperconnexion*, aux côtés d'une équipe pluridisciplinaire d'experts, pour alerter sur les effets délétères de l'hyperconnexion et valoriser les pratiques numériques respectueuses de l'attention des individus.
- ✓ Membre fondateur de la plateforme Addict'Aide, le Village des addictions.
- ✓ Membre de la Fédération Addiction.

Cyber-harcèlement

- ✓ Membre du comité national d'experts créé par le Ministre de l'Éducation nationale pour lutter contre le harcèlement scolaire.
- ✓ Membre fondateur du jury national du Prix Non au Harcèlement.
- ✓ Membre du comité des parents contre le harcèlement du Ministère de l'Intérieur.
- ✓ Membre des comités d'experts européens sur la sécurité en ligne des différents réseaux sociaux.

Droit des mineurs en ligne

- ✓ Membre du conseil d'administration du think tank Renaissance Numérique. Co-pilotage du groupe de travail sur les "droits des mineurs sur internet".
- ✓ Membre d'Educadroit (ressources développées par le Défenseur des Droits pour les 6-11 ans et 12+).

Dans le cadre de la gestion de la helpline 3018, l'Association est aussi membre fondateur du Collectif de la Téléphonie Sociale et en Santé (TeSS).

UNE ACTION DE PLAIDOYER POUR FAIRE AVANCER LE DÉBAT PUBLIC

Participations à des colloques, auditions parlementaires, consultations sur des débats publics, contributions à des rapports scientifiques... l'Association e-Enfance est régulièrement sollicitée pour apporter son éclairage, partager sa vision du terrain et émettre des recommandations au niveau gouvernemental et parlementaire.

Protection de l'Enfance

- ✓ Retour d'expérience du confinement présenté au comité stratégique du plan de lutte contre les violences faites aux enfants, co-présidé par le Ministère des Solidarités et de la Santé et le Ministère de la Justice.
- ✓ Audition dans le cadre de la commission « 1000 premiers jours de l'enfant », présidée par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik.

Harcèlement

- ✓ Membre du comité scientifique de l'Institut Montaigne, consulté pour son Rapport « Internet et les jeunes ».

Audition dans le cadre du Rapport de mission gouvernementale, porté par Erwan Balanant pour comprendre et combattre le harcèlement scolaire.

Parentalité numérique

- ✓ Contribution au rapport du psychiatre Serge Tisseron sur les enjeux de protection des mineurs dans l'audiovisuel à l'ère d'internet, publié par le CNC.
- ✓ Participation au colloque ministériel « Être parent à l'ère du numérique », organisé par la députée Béatrice Piron ; et à la mission flash sur l'offre jeunesse du service public audiovisuel.

Prostitution des mineurs

- ✓ Intervention à l'Assemblée Nationale lors du colloque consacré à la « Prostitution des mineurs ».

Citoyenneté numérique

- ✓ Audition dans le cadre de la proposition de loi déposée par la députée Laetitia Avia pour lutter contre les contenus haineux sur internet.
- ✓ Auditions diverses : projet de loi confortant le respect des principes de la République et de lutte contre le séparatisme ; mission d'information sur l'émergence et l'évolution des différentes formes de racisme ; commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

International

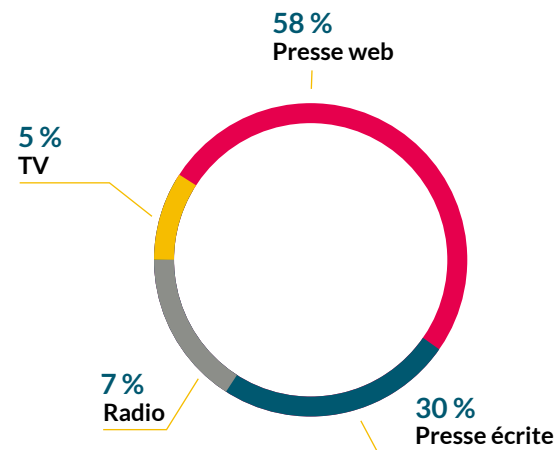
- ✓ Membre du réseau de coopération européen Insafe qui regroupe l'ensemble des centres Safer Internet en Europe.
- ✓ Membre des comités d'experts européens sur la sécurité en ligne des réseaux sociaux.
- ✓ Participation à de nombreux colloques internationaux : programme *Digital Generation* de la Commission européenne ; colloque *The Silent Pandemic of Violence Against Children in Europe in times of Covid-19*, organisé par le Ministère des Solidarités et de la Santé et l'OMS ; *Age verification virtual conference*, organisée par l'expert européen en sécurité numérique, John Carr.

UNE PRÉSENCE RENFORCÉE DANS LES MÉDIAS ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

La sensibilisation aux usages et aux dangers du numérique passe aussi par une large diffusion de nos messages. Notre communication s'articule autour de trois grands axes : la presse, la communication digitale et le soutien de personnalités publiques et d'influenceurs.

Une montée en puissance dans les médias en 2020

En 2020, l'Association e-Enfance a accentué sa présence médiatique. Ses porte-paroles, Justine Atlan, Directrice générale et Samuel Comblez, Directeur des opérations, sont régulièrement sollicités par les journalistes pour commenter l'actualité ou décrypter les enjeux numériques.



879 articles en 2020
contre 324 en 2019



196 millions
de personnes touchées
contre 64,4 millions en 2019



9,34 millions d'euros
d'équivalent d'achat d'espace
contre 3,11 millions en 2019

“ Le 3018 est le pendant numérique du 119 (numéro de l'enfant en danger). Il a vocation à aider, soutenir et accompagner toutes les jeunes victimes de cyberviolences.

Adrien Taquet, 13/04/2021

“ Il faut que les enfants sachent que la pédocriminalité existe.

Justine Atlan, C News, 11/12/2020

“ Les victimes doivent multiplier les contacts pour rompre l'enfermement et faire condamner les auteurs de violences en ligne.

Samuel Comblez, France 5, Le magazine de la Santé, 3/12/2020



Le Parisien, 17/01/2020 - « Les logiciels existants filtrent très bien les sites pornographiques, les installer par défaut est une bonne solution », Justine Atlan



Le Figaro, 11/02/2020 - Justine Atlan, la vigie numérique



TF1, Sept à Huit, 31/05/2020 - Ados en danger : l'explosion du harcèlement



M6, 66 Minutes, 15/11/2020 - Écrans : les parents veulent le contrôle



RMC, 24/01/2020 - L'interview « Savoir comprendre », Jean-Jacques Bourdin



LCI, ça va faire du bruit, 20/02/2020 - Cyberharcèlement : une plateforme vous écoute



France 2, JT 20h, 06/10/2020 - Jeunes influenceurs : comment les protéger ?



Elle, 04/12/2020 - « Imposer aux ados une totale diète digitale équivaut à leur infliger une sorte de mort sociale », Justine Atlan

Temps forts sur les réseaux sociaux

Mars- avril 2020

35 alertes et appels à vigilance publiés pendant le grand confinement national



18 mars 2020 : "3 questions à se poser pour reconnaître les #FakeNews et avoir un indice sur la qualité de l'information".



23 avril 2020 : message de prévention sur le chantage à la webcam pendant le Grand confinement.

5 novembre 2020

Clip de sensibilisation Non au Harcèlement



Vidéo du Ministère de l'Éducation nationale, relayée par l'Association lors de la journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école.

26 novembre 2020

Témoignage sur Konbini



Témoignage d'une victime de cyber-harcèlement accompagnée par le 3018 (anciennement Net Écoute).

9 février 2021

1^{er} live sur le compte TikTok de l'Association



En présence du Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Jean-Michel Blanquer à l'occasion du Safer Internet Day.

9 mars 2021

Live Instagram sur le compte de Stop Fisha



Invitée au live organisé par la députée Laetitia Avia à l'occasion de la journée nationale des droits des femmes.

Des relais auprès de personnalités publiques et influenceurs

Depuis plusieurs années, l'Association e-Enfance bénéficie du soutien d'influenceurs et de personnalités publiques, avec à la clé, l'accès à une large audience et une crédibilité accrue auprès d'un jeune public.

Les parrains et marraines de l'Association



Patrick Bruel, parrain de l'Association depuis 2011, à l'occasion de la remise du 1^{er} prix du Fonds pour le Civisme de Facebook (février 2019).



Lola Dubini, officiellement marraine de l'Association depuis 2020, dans l'émission «Harcèlement en ligne : la fin de l'impunité?», France 5 (décembre 2020).



Mcfly et Carlito
6,67 millions d'abonnés



Le média Konbini
1,22 million d'abonnés



Le Roi des Rats
1,34 million d'abonnés



Rose Carpet
1,15 million d'abonnés

En 2020, l'Association a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux pour engager sa communauté et toucher plus efficacement ses différentes cibles.

Facebook } 772 895 impressions
17 998 abonnés

Twitter } 1 771 000 impressions
5 450 abonnés

Instagram } 74 578 impressions
2 300 abonnés

LinkedIn } 106 567 impressions
2 358 abonnés

TikTok } 9 085 abonnés

Site web } 1 336 391 pages vues
482 692 sessions

#04

S'APPUYER SUR DES PARTENAIRES DE CONFIANCE

Nous tenons à remercier tous nos partenaires pour leur engagement indéfectible en 2020.

L'Association e-Enfance est soutenue depuis sa création par un réseau de partenaires de confiance : des pouvoirs publics, des acteurs du numérique, des entreprises privées. Cette diversité est une source d'indépendance et un gage de pérennité de ses actions au service de la protection des mineurs sur internet. Elle illustre aussi sa volonté de mobiliser des acteurs opérant dans tous les secteurs de l'économie.

Visite de Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale depuis dix ans pour ses interventions dans les établissements scolaires, l'Association e-Enfance est depuis 2011 son partenaire officiel en charge du volet cyber, dans la lutte contre le harcèlement entre élèves.

La Commission européenne

Dans le cadre de son programme Safer Internet* déployé dans 31 pays, la Commission européenne soutient le 3018 depuis près de 15 ans. Elle apporte également un soutien via son programme *Make children able to click free from cyber sexual violence*, coordonné en France par l'ONG ECPAT.

Ministère de la Culture

Le soutien du Ministère de la Culture s'inscrit dans le développement de sa politique d'éducation aux médias et à l'information. Il a notamment contribué au programme PROTECT.

CIPDR

Le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation soutient depuis 2016 les actions de sensibilisation de l'Association e-Enfance dans le cadre de son plan de prévention primaire.

DILCRAH

La Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT soutient l'Association e-Enfance depuis 2016, comme partenaire de référence dans la prévention et la lutte contre les discriminations et la haine en ligne des plus jeunes.

*Le Safer Internet France regroupe trois lignes d'action (le 3018, Internet Sans Crainte et Point de Contact).

SOUTIENS INSTITUTIONNELS

Co-funded by
the European UnionMINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTSLiberté
Égalité
FraternitéMINISTÈRE
DE LA CULTURELiberté
Égalité
FraternitéMINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉLiberté
Égalité
Fraternité

MÉCÈNES



Nouveaux mécènes en 2020

TikTok

Le réseau social TikTok initie sa politique de mécénat en Europe en soutenant en France l'Association e-Enfance et le 3018. Notre Directrice générale est l'experte qui représente la protection de l'Enfance dans son nouveau conseil consultatif de sécurité en Europe.

Carrefour Assurance

A travers son mécénat financier, Carrefour Assurance s'engage aux côtés de l'Association e-Enfance dans la création de ressources pour aider les parents à accompagner les usages numériques de leurs enfants.

Roblox

Roblox, la plateforme de jeux vidéo très prisée des enfants, soutient l'Association e-Enfance avec la volonté de renforcer la sécurité de ses utilisateurs.

Floa Bank

Floa Bank réalise en 2020 une opération commerciale solidaire au profit de l'Association e-Enfance, autour de son produit d'assurance scolaire.

Merci à La Voix De l'Enfant pour son don d'ordinateurs et de casques au 3018 pendant le grand confinement

Suivez-nous sur e-enfance.org

